

REDACTION : ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 43, près du théâtre de Fontenay. — (Téléphone 0617) TOURCOING — 45 bis, Rue de Roubaix.

Rue de Béthune, 27, à Lille

PAIX DES ABONNEMENTS : Roubaix-Tourcoing : Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 18 fr. Nord et Départements limitrophes : Trois mois : 5 francs — Un an : 20 francs Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois et sont payables d'avance

Lire plus loin :

LA CLOTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE A LA CHAMBRE ET AU SÉNAT. LES NOMINATIONS DANS LA LEGION D'HONNEUR. L'ATTENTAT CONTRE LE GARÇON DE RECETTES : LES TROIS ARRESTATIONS. L'AUTO DE WATTEN : LE MYSTÈRE FÉRIÉRIE : L'ENQUÊTE DE LA BRIGADE MOBILE. L'INCENDIE D'UNE FABRIQUE A HAL-LUIN : DÉGÂTS CONSIDÉRABLES.

Pale-Mele-Semaine

« Vous vous brisez de visage, d'une telle expression de la mort; avec vous une figure connue, barbe d'une petite moule à fleur que ce ne soit l'ancien ? — Avez-vous pu vous promener en automobile, on ne s'en est pas aperçu, pas un seul instant, votre automobile n'a pas été aperçue. Vous n'avez pas pu aller à la messe, vous n'avez pas pu aller à la messe, vous n'avez pas pu aller à la messe... »

L'Entretien de Kissingen

La Commission sénatoriale de l'accord franco-allemand s'est occupée de nouveau hier. — Une lettre de M. Cruppi. — M. Caillaux entendu par la Commission. — L'impression à la Chambre : le bruit a couru de la démission du ministre ; il fut bientôt démenti.

L'affaire Leger

Malgré la protestation des instituteurs et du conseil départemental de l'enseignement primaire de l'Indre, le 19 décembre 1911, l'inspecteur d'Académie de Lyon a infligé la peine de la censure à M. Leger, instituteur adjoint à Lyon, et secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs, qui a écrit au directeur de la Corse une lettre jugée « comminatoire ».

La guerre Italo-Turque

Les agences italiennes commencent à dépeindre favorablement la situation en Turquie. « Des événements très importants sont sur le point de se produire en Turquie. Avant la fin de la semaine prochaine, le Parlement sera dissous. Cette dissolution est directement liée avec la possibilité d'une paix entre la Turquie et l'Italie. Le cabinet est en effet préoccupé pour le plus grand des difficultés intérieures que par celles de l'extérieur. »

Une circulaire de M. Combes

M. Emile Combes, ancien président du Conseil des ministres, a adressé à ses députés une circulaire où il dit notamment : « Quand je repense dans ma mémoire les actes de la République et la République elle-même, j'ai conscience d'avoir servi la République et le pays dans les diverses situations que j'ai occupées, avec le probé la plus scrupuleuse, le dévouement le plus entier et le dévouement le plus absolu. »

ECHOS

1912 L'année 1912 sera bicentenaire et verra deux siècles de soleil et deux siècles de lune. Les délices de soleil seront, l'année civile 17 avril, visible en Europe et en Amérique, et la seconde, dans l'Amérique du Sud seulement. On verra à Paris, le 1er avril et le 26 septembre, une éclipse de lune. Le mardi gras tombe le 20 février ; Pâques, le 7 avril ; l'Ascension, le 16 mai ; le dimanche des Rameaux, le 25 ; le Pentecôte, un vendredi ; Noël, un mercredi. Le 14 juillet sera un dimanche, l'Assomption un jeudi. Il n'y aura donc qu'un seul pont, le samedi après le 14 juillet.

L'Entretien de Kissingen

Incident de Kissingen continué à faire l'objet de nombreuses conversations dans les milieux diplomatiques et politiques et la Commission sénatoriale, chargée de l'examen de l'accord franco-allemand s'en est occupée hier encore. M. Caillaux, président du Conseil, a été entendu par la Commission. M. Cruppi, ministre des Affaires étrangères, a été également entendu. M. Caillaux a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Cruppi. M. Cruppi a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Caillaux.

L'impression à la Chambre

Les travaux de la commission sénatoriale sur l'accord franco-allemand ont été discutés hier à la Chambre. M. Caillaux a été entendu par la Commission. M. Cruppi a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Caillaux.

La Commission sénatoriale

La Commission de l'accord franco-allemand s'est réunie hier sous la présidence de M. Léon Bourgeois. M. Caillaux, président du Conseil, a été entendu par la Commission. M. Cruppi a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Caillaux.

Le Statut des Fonctionnaires

La Commission d'administration générale de la Chambre a entendu le président du conseil sur le statut des fonctionnaires. M. Caillaux a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Cruppi.

Les déclarations de M. de Selves

M. de Selves est intervenu sur l'ordre du jour de la Chambre. Il a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Cruppi.

Le Statut des Fonctionnaires

La Commission d'administration générale de la Chambre a entendu le président du conseil sur le statut des fonctionnaires. M. Caillaux a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Cruppi.

POUR LA SUPRÉMATIE AÉRIE

Les Avions départementaux

Le Flandre a donné l'exemple. — Le Nord et le Calais ne seront pas attendre leur concours. Le ministre de la guerre a déclaré qu'il n'avait rien dit de la démission de M. Cruppi.

L'Allemagne va consacrer quarante millions à l'aviation militaire.

France lui en consacrerait sept. L'Allemagne va consacrer quarante millions à l'aviation militaire. France lui en consacrerait sept.

CLOTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

La Loi de Finances. Séance du matin. M. Henri Brisson président. La Caisse des Ecoles. M. de Selves, sur l'ordre du jour de la Chambre.

CLOTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Chambre des Députés. La Loi de Finances. Séance du matin. M. Henri Brisson président. La Caisse des Ecoles. M. de Selves, sur l'ordre du jour de la Chambre.

CLOTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Chambre des Députés. La Loi de Finances. Séance du matin. M. Henri Brisson président. La Caisse des Ecoles. M. de Selves, sur l'ordre du jour de la Chambre.

CLOTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Chambre des Députés. La Loi de Finances. Séance du matin. M. Henri Brisson président. La Caisse des Ecoles. M. de Selves, sur l'ordre du jour de la Chambre.